

« Une refondation du politique »

Entretien avec Raphaël Kempf, juriste et correspondant pour le *Monde diplomatique*, sur les révolutions arabes et le mouvement Occupy Wall Street

Au début de l'année 2011, tu as vécu le mouvement révolutionnaire arabe au Caire, une ville que tu connaissais bien pour y avoir travaillé dans une association de juristes, le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux. En 2012, tu as couvert pour Le Monde diplomatique le mouvement des Indignés (Occupy) à Londres, New York, Nashville, Santiago de Chile et Madrid. Dans les médias, la grille de lecture dominante de ces deux mouvements était de les désynchroniser : tandis que le mouvement arabe était interprété comme un nouveau « printemps des peuples », une sorte d'entrée tardive dans la modernité politique du XIX^e siècle, le mouvement Occupy était présenté comme une révolte contre une démocratie d'apparences, une post-démocratie du XXI^e siècle dirigée en fait par une « oligarchie ». Quelles similitudes vois-tu au niveau des revendications de ces deux mouvements ?

Raphaël Kempf : Avant même de parler des similitudes dans les revendications, il est essentiel de rappeler que les soulèvements arabes ont nourri les révoltes des Indignés et autres occupants. Plus précisément même, l'Égypte et la place Tahrir ont été une source d'inspiration pour les manifestants outre-Méditerranée et outre-Atlantique. Par exemple, quelques mois avant le début du mouvement Occupy Wall Street (OWS), qui a débuté le 17 septembre 2011 à New York, les États-Unis avaient connu un renouveau de la contestation avec les grandes manifestations de fonctionnaires dans l'État du Wisconsin, en février 2011, contre un projet du gouverneur visant à af-

faiblir les syndicats. Ce mouvement se déroulait peu après la chute de Moubarak en Égypte et les manifestants du Wisconsin brandissaient des drapeaux égyptiens et disaient prendre exemple sur les occupants

Quand on constitue un sujet politique collectif on doit bien revenir à la racine de la discussion, à savoir discuter de la manière dont on doit discuter.

de la place Tahrir. Plus tard, à New York et dans le pays, beaucoup de participants à OWS me diront l'importance qu'a eu pour eux le soulèvement égyptien. Si les Égyptiens ont pu se soulever contre leur tyran, me dira-t-on, alors nous aussi pouvons le faire. Voir se révolter ainsi un monde arabe longtemps considéré comme apathique, donnera aux manifestants américains une inspiration et une force à leur mouvement. Notons également que la place Tahrir a aussi joué un rôle d'inspiration pour les Indignés espagnols qui ont occupé la Puerta del Sol à Madrid en mai-juin 2011.

Quant aux revendications, elles peuvent paraître a priori très éloignées les unes des autres. En Tunisie, en Égypte, elles semblent simples : on demande la chute du raïs, incarnation personnifiée d'une dictature qui laisse peu de place à la liberté des individus, frustre une grande partie de la population, et empêche tout épanouis-

sement personnel. De l'autre côté, les revendications sont plus floues. En Espagne et aux États-Unis, les manifestants ont pu rédiger des listes entières de revendications, certaines très farfelues (comme la demande de déboulonner la statue du taureau de Wall Street), d'autres très politiques (la demande d'annuler l'arrêt de la Cour suprême Citizens United qui permettait au privé d'investir sans limite dans les campagnes électorales). Des manifestants refusaient pour leur part d'avoir une quelconque liste de revendications, au motif que demander quelque chose aux pouvoirs publics serait une reconnaissance du caractère légitime de leur autorité.

Il y a ainsi une grande disparité entre une revendication claire d'un côté, et un fourre-tout incohérent de l'autre. Pourtant, je suis convaincu que la racine des deux mouvements puise aux mêmes sources. Ce qui est fondamental, c'est que tous ces manifestants se révoltaient contre un déni de démocratie, contre leur mise à l'écart du jeu politique. Partout, on a le sentiment de ne pas pouvoir jouer un rôle dans la définition du devenir collectif. Cela est évident dans une dictature, mais ça l'est aussi dans un pays où les campagnes électorales sont confisquées par l'argent.

Au-delà de la question démocratique de la participation politique, la question sociale est partagée par tous ces mouvements. Rappelons que les mouvements ouvriers ont joué un rôle essentiel en Tunisie et en Égypte, avant 2011 et pendant les révo-

lutions. Tunisiens et Égyptiens ne se sont pas soulevés uniquement pour le droit de participer à une compétition électorale, mais aussi pour obtenir une répartition plus équitable des richesses. Ainsi, la réussite des révolutions dans ces deux pays se jugera à l'aune de la capacité des nouveaux gouvernements à satisfaire les revendications salariales et les droits syndicaux.

De l'autre côté, les mouvements des Indignés, nés dans et par la crise, ont dénoncé le pouvoir de la finance et exigé, parfois, une réforme fiscale plus équitable. Sur le terrain, ils ont pris conscience de l'importance de la question sociale et se sont organisés pour défendre des familles contre l'expulsion de leur maison ou pour en aider d'autres à récupérer (à occuper) la maison dont ils avaient été expulsés.

Démocratie politique et exigence d'égalité sociale sont ainsi deux revendications essentielles partagées par tous ces mouvements.

Tu parles d'une prise de conscience de l'importance de la question sociale dans les pays arabes et dans le mouvement Occupy. Comment s'est opérée, d'après tes observations, la jonction entre les jeunes – pour la

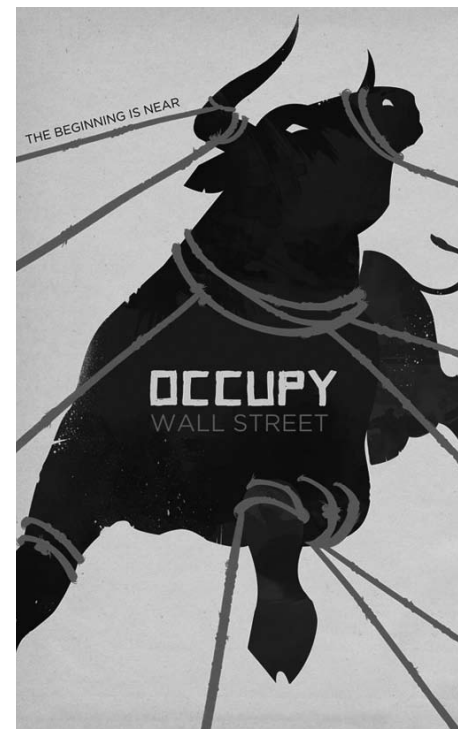
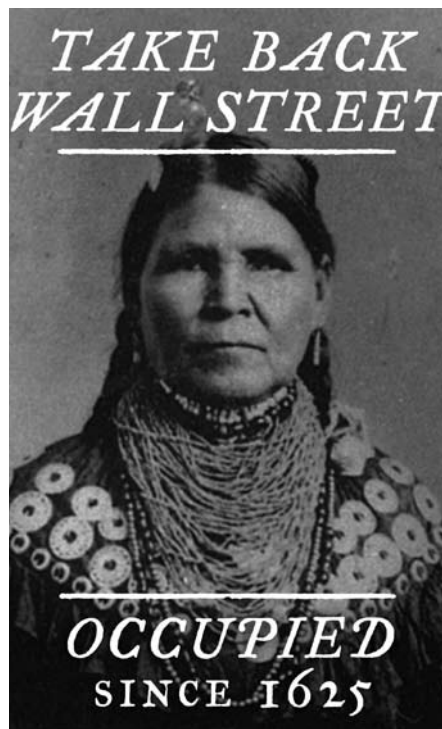
plupart issus des classes moyennes et reliés via Internet à une culture mondialisée, à une « communauté globale » – et le mouvement ouvrier en partie déjà structuré par les syndicats ? N'étaient-ce pas deux mondes qui se rencontraient ?

R. K. : La question de la « jonction » entre les enfants de la bourgeoisie et les forces du prolétariat a toujours tiraillé la gauche. Ici, plus qu'ailleurs, il convient d'être prudent et de ne pas s'extasier trop rapidement devant quelques exemples de jonction réussie.

Ainsi, en Égypte, on pourrait croire à première vue que cette solidarité étudiants-ouvriers a été un fondement même de la révolution du 25 janvier, ou révolution des jeunes (deux dénominations données par les acteurs eux-mêmes à leur mouvement). Un des groupes les plus actifs dans les événements révolutionnaires au Caire est celui des « Jeunes du 6 avril » qui s'était constitué en 2008 par solidarité avec une grande grève des usines textiles de Mahalla el-Koubra dans le delta du Nil. Des jeunes étudiants du Caire avaient alors décidé d'apporter leur soutien à cette grève au cours de laquelle les ouvriers exprimèrent, outre leurs revendications salariales, des

revendications politiques (déjà en 2008 !). Cette journée a donné un nom aux étudiants qui ont continué à organiser des manifestations, au Caire, contre le régime. Mais la référence s'arrête là, et il semblerait que les Jeunes du 6 avril n'aient plus eu de liens avec les ouvriers depuis 2008. D'ailleurs, en février 2011, Ahmed Maher, le leader du groupe, me dira que les ouvriers n'ont guère joué de rôle dans la révolution. Je suis en désaccord avec lui sur ce point, et je reste convaincu que l'entrée des ouvriers sur la scène révolutionnaire a poussé l'armée à faire sortir Moubarak.

Mais, d'un autre côté, il y a en Égypte certains groupes de jeunes Cairotes qui ont maintenu des liens forts avec les mouvements ouvriers, dès avant la révolution. Je pense ainsi au groupe de l'avocat Khaled Ali, candidat malheureux à la présidentielle. Son Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (où j'ai travaillé) rassemble des jeunes avocats qui ont lancé de nombreux procès pour obtenir, par exemple, que soit fixé un salaire minimum et maximum, ou en défense de paysans menacés d'expropriation par des promoteurs. Je crois qu'il y a là, et dans quelques autres groupes, un début de jonction entre mouvements ouvriers et jeunes urbains.



Aux États-Unis, aux débuts du mouvement OWS, il y a eu quelques cas, localisés, de solidarité avec des actions syndicales. Des occupants venaient ainsi soutenir des ouvriers en grève ou qui allaient manifester devant le siège de leur entreprise. Au Royaume-Uni, j'avais posé la question de la jonction à un leader syndical, qui m'a dit qu'il était prêt à travailler avec les militants d'Occupy the London Stock Exchange, mais que rien n'avait été fait jusque-là. Il y a eu toutefois une présence remarquable des occupants londoniens lors de la manifestation et grève générale du 30 novembre 2011 contre le gouvernement Cameron.

Ces quelques exemples montrent bien qu'il n'y a guère eu de solidarité effective avec les ouvriers. On touche là un problème fondamental et récurrent : celui du désir des mouvements étudiants et urbains de toucher les ouvriers et les autres classes sociales. Je me rappelle qu'en France, lors du mouvement étudiant contre le CPE en 2006, auquel j'ai participé, nous avions voulu créer des liens avec les banlieues qui s'étaient soulevées quelques mois plus tôt. Nos tentatives ont échoué.

Il y a toutefois une jonction qui s'est opérée entre OWS et certaines classes populaires (mais non pas avec les mouvements ouvriers organisés). J'ai été le premier étonné et ému de cette jonction qui s'est opérée, au sens strict, sous mes yeux. Le 6 décembre 2011, Occupy a lancé dans tous les États-Unis une grande action, « Occupy Our Homes », pour récupérer des maisons dont les habitants avaient été expulsés. Nous sommes partis de Brooklyn en métro pour aller dans un des quartiers les plus pauvres de la ville, East New York. Les occupants ont fait de l'agit-prop dans le métro, en décrivant les effets dévastateurs de la crise financière, et en expliquant qu'ils allaient récupérer des maisons. Et des gens ont suivi, des badauds se sont joints à nous. Au 702 Vermont Street, une maison a été récupérée et une famille s'y est installée.

J'y suis retourné quelques jours plus tard, et la famille était protégée par un groupe de militants d'OWS restés sur place en cas d'expulsion. Il y a là un vrai cas de jonction entre classes populaires et étudiants ou jeunes militants.

Ce rendez-vous manqué avec le mouvement ouvrier organisé n'était-il pas aussi dû à deux formes d'organisation qui s'opposent : celle, horizontale et participative, des Indignés qui cherchent des consensus dans des assemblées générales, et celle, verticale et représentative, des syndicats plus ancrés dans des logiques d'appareil ?

R. K. : Il y a là, effectivement, un choc de deux cultures politiques qui ont traversé l'histoire des gauches. Pour schématiser, nous avons d'un côté le modèle traditionnel du syndicat et du parti politique. Ce sont des organisations hiérarchisées, dont les dirigeants paraissent légitimes aux yeux des militants de base. Poussée à son terme,

Les partis politiques sont perçus par les Indignés comme des organisations oligarchiques, qui ne voient les électeurs que comme des consommateurs passifs sur le marché électoral.

cette logique peut bureaucratiser un mouvement et créer une oligarchie interne qui défend sa légitimité au nom de l'efficacité. Dans ce cas, il est possible que certaines organisations n'appliquent pas en interne les changements qu'elles promeuvent au niveau de la société. D'un autre côté, toute une tradition – anarchiste, autonome, écologiste, pour les droits des minorités, etc. – dit au contraire qu'il est essentiel que le mouvement applique en son sein les principes démocratiques fondamentaux.

Les nouveaux mouvements sociaux de l'année 2011 peuvent donc s'analyser comme une réaction contre l'échec du premier modèle qui n'est plus capable de réaliser sa promesse d'émancipation pour tous. Les partis politiques sont perçus par les Indignés comme des organisations oligarchiques, qui ne voient les électeurs que comme des consommateurs passifs sur le marché électoral.

En réaction, Indignés et militants d'OWS ont tenté de recréer, par eux-mêmes, des procédures visant à prendre les décisions collectivement et de façon consensuelle. Il faut s'arrêter sur la fortune étonnante d'un mot au sein de ces mouvements : « procédures ». La première tâche des Indignés

espagnols et occupants américains a en effet été de définir la manière dont seraient prises les décisions au sein de leurs mouvements. Il s'agissait d'être aussi inclusif et démocratique que possible. J'ai ainsi pu assister, à New York, à de très longues discussions entre militants qui cherchaient à définir la fonction du modérateur d'une assemblée générale : il ne fallait pas que celui-ci puisse prendre un rôle surplombant qui orienterait les débats. L'ironie est que cette discussion était modérée par une ou deux personnes qui orientaient, de fait, les débats.

Ainsi, OWS a vu émerger, contre son gré, un groupe de militants – hétérogène et mouvant – constituant le noyau dur du mouvement. En toute logique, ceux qui s'investissent le plus prennent, de fait, des responsabilités. Mais je ne crois pas que cet embryon de bureaucratie soit réellement de nature à remettre en cause les principes fondamentaux d'OWS.

L'autre critique qu'on peut faire à ces processus de discussion est évidemment celle de leur efficacité politique. Vouloir à tout prix prendre toutes les décisions de manière consensuelle n'est pas le meilleur moyen de définir des objectifs politiques et de les atteindre.

Mais la nouveauté radicale de ces mouvements réside justement dans l'absence d'objectifs préalables précis (même s'ils peuvent émerger au cours des débats). Et, à travers mon reportage, j'ai souvent eu le sentiment d'assister à un processus constitutionnel de refondation du politique par les sujets politiques eux-mêmes. Quand on constitue un sujet politique collectif – le mouvement et, au-delà, la société –, on doit bien revenir à la racine de la discussion, à savoir discuter de la manière dont on doit discuter. C'est en cela que ces mouvements sont, au sens strict du terme, radicaux.

Par le passé, les mouvements d'émancipation radicaux ont soit buté sur l'écueil de l'institutionnalisation, soit ils ont imposé : les discussions idéologiques interminables, les raideurs sectaires, les scissions. Tu as parlé des « procédures » que le mouvement OWS s'est donné pour éviter sa bureaucratisation. A-t-il su inventer de nouveaux mécanismes

pour garantir son efficacité et, notamment, pour endiguer les flots de palabres et les lutes de chapelles, que les nouvelles procédures inclusives et consensuelles pouvaient déclencher ? Est-ce qu'Internet et les réseaux sociaux (Twitter, Facebook) ont contribué à structurer les débats au sein d'OWS ?

R. K. : Nombre d'observateurs sont obnubilés par Twitter et Facebook. Ces réseaux auraient permis l'éclosion, puis l'explosion des nouveaux mouvements sociaux. Leur rôle est évidemment essentiel, nous y reviendrons. Mais, alors même que surgissent ces formes ultramodernes de communication, d'autres techniques plus anciennes refont surface. Les militants d'OWS ont ainsi redécouvert le mégaphone humain (du moins est-ce ainsi qu'ils le nomment). En raison de l'interdiction par les autorités américaines des mégaphones traditionnels, les manifestants se relaient pour transmettre un message à un groupe ou à une foule. Ainsi, l'orateur dit une phrase qui sera répétée à voix haute par les auditeurs les plus proches de lui, puis ensuite par ceux qui sont plus éloignés, et ainsi de suite jusqu'à ce que la phrase atteigne les derniers rangs. Des discours entiers ont ainsi pu être prononcés et écoutés par des milliers de personnes sur des places à New York et ailleurs. Lors des manifestations, cet outil est utilisé pour prendre en commun les décisions (où aller ? que faire ? s'arrêter ?). Et lors des assemblées, le mégaphone humain permet une répartition rapide et très égalitaire de la parole. Inutile, en effet, d'attendre que le micro se déplace d'un endroit à l'autre, il suffit de prendre la parole et votre voix sera portée par tous les autres. J'ai assisté à de nombreuses discussions collectives menées de cette façon et j'ai trouvé cette expérience étonnante, voire même émouvante.

Quant aux techniques modernes, elles sont évidemment très utilisées par les manifestants d'OWS. Facebook et Twitter permettent une diffusion très rapide de l'information, parfois même au cours des manifestations. Ainsi, on peut être informé en temps réel des évolutions d'un rassemblement, du positionnement des forces de l'ordre, ce qui permet de mieux coordonner les actions. Par ailleurs, je trouve qu'OWS est un mouvement qui parle beaucoup de lui-même, qui se met



en scène, se donne à voir. La technique est ici celle du « live-stream » ou diffusion en direct sur Internet des manifestations, conférences, actions d'OWS. Il existe aujourd'hui un nombre considérable de vidéos, photos, textes qui racontent OWS. Le site occupationalist.org permet ainsi de suivre au jour le jour le mouvement et joue de fait un rôle d'archiviste d'OWS.

Les mouvements Occupy/Indignés ont disparu des médias. Où en sont-ils aujourd'hui ? Et quelles sont leurs stratégies pour s'inscrire dans la longue durée ?

R. K. : On a tendance à croire que ce qui n'apparaît pas dans les médias n'existe pas. Les mouvements Occupy/Indignés existent encore aujourd'hui, même s'ils n'ont plus la même visibilité et fraîche spontanéité de leurs débuts. OWS serait en situation de reflux. Le journaliste américain Michael Greenberg, qui suit OWS depuis un an, a ainsi récemment montré que la violence policière avait pu affaiblir le mouvement, mais il relève aussi des causes internes, dont l'intransigeance des militants ne voulant pas exprimer leurs revendications auprès d'une quelconque autorité

(cf. « New York: The Police and the Protesters », *The New York Review of Books*, 11 octobre 2012). De même, en Espagne, la victoire de la droite aux législatives quelques mois après l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid pourrait être considérée comme une défaite pour les Indignés, car ce gouvernement met en place des politiques d'austérité qu'ils combattent.

Malgré tout, les liens créés lors des occupations de l'espace public ont permis de construire des affinités utilisables dans un espace militant plus large. Aux États-Unis et en Espagne, ils continuent à se battre contre les expulsions des familles de leurs maisons. Il y a aussi une vitalité éditoriale qui permet de faire durer les mouvements et de prolonger leurs questionnements. OWS continue à publier *Tidal*, sa revue théorique d'une grande qualité. Et à Londres se publie encore, avec une régularité étonnante, *The Occupied Times of London*.

Mentionnons encore les grandes manifestations organisées par les Indignés, surtout en Europe, comme celle du 13 octobre. Par ailleurs, les manifestations de fin septembre en Espagne contre la politique d'austérité du gouvernement ont été initiées par les Indignés. Une critique radicale des politiques d'austérité serait sûrement le meilleur moyen de faire perdurer les mouvements Indignés et de leur permettre d'intervenir avec plus d'efficacité dans le champ politique.

Merci beaucoup d'avoir répondu à mes questions ! ♦

(Entretien mené par e-mails entre le 25 septembre et le 21 octobre 2012. BT)